
LE POINT DU JOUR,

O U

*RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille à
l'Assemblée Nationale.*

N^o. CLXXXIII.

Du Mercredi 13 Janvier 1790.

LES adresses d'adhésion & de reconnoissance se multiplient à mesure que la constitution s'avance. M. Duport en a fait lecture & l'assemblée a applaudi à un grand nombre. Nous réunirons dans la feuille prochaine les plus remarquables.

M. le curé de Sergi a lu le procès-verbal.

On s'est occupé ensuite du renvoi qui avoit été fait à une des séances précédentes du soir, du décret qui devoit autoriser tous juges à informer des crimes de lèse-nation.

M. Goupille de Préfeld a fait sentir la nécessité de délibérer sur le décret qu'il avoit proposé. M. de la Chaise croyoit qu'il falloit auparavant définir le crime de lèse-nation, pour ne pas laisser cette accusation capitale dans un vague dangereux, & éviter les maux dont parle Montesquieu, & qui se réalisèrent sous les empereurs romains.

« Il est indifférent, disoit M. Martineau que le crime de lèse-nation soit défini, ou ne le soit pas. On peut toujours informer & décréter, sauf à renvoyer les procédures faites aux tribunaux, auxquels elles appartiendront quand la loi constitutionnelle aura défini la nature ou les différens caractères de ce crime.

M. Dufraisse Duchet insistoit beaucoup sur la question

Tome VI.

B

préalable. M. Guillaume croyoit au contraire qu'il falloit décréter cet article, en y ajoutant ces mots, *de quelque qualité que soient les accusés*. C'étoit un axiome du palais, ajoutoit-il, que la plume devoit tomber des mains des juges inférieurs, dès qu'on prononçoit devant lui le nom d'un magistrat de cour supérieure.

M. Mongin de Roquefort a proposé une rédaction qui a été entendue par M. Dumets, & qui a paru convenir à l'assemblée.

M. Target y a ajouté seulement ces mots, *nonobstant toute attribution & loi contraire*. La motion de M. Dumets a été mise aux voix avec les divers amendemens ; il en est résulté le décret suivant :

» L'assemblée nationale déclare que nonobstant toute attribution, tous juges ordinaires peuvent & doivent informer de tous crimes de quelque nature qu'ils soient, & quelque soit la qualité des accusés ou prévenus, même décréter sur l'information & interroger les accusés, sans ensuite le renvoi au châtelet de ceux dont l'attribution particulière lui a été faite. »

M. le président a annoncé que le garde-des-sceaux venoit d'envoyer une expédition en parchemin des lettres parentes rendues sur le décret concernant les nouvelles dispositions sur les municipalités.

Les cyprès se mêlent quelquefois aux lauriers. L'assemblée nationale a eu le malheur de perdre un de ses membres de la députation de Nemours. M. le vicomte de Noailles est monté à la tribune, & a dit : » nous venons de perdre M. Berthier à l'âge de 71 ans, singulièrement estimé dans son département, où il a rempli pendant près de 40 années les fonctions de juge ; il n'a cessé de montrer dans l'assemblée nationale le plus grand zèle pour le bien public. »

M. de Noailles a indiqué ensuite le lieu où devoient se rendre ses confrères qui voudroient assister à ses funérailles.

M. Gossin a fait le rapport des contestations élevées sur la division du Dauphiné en trois départemens ; ceux qui vouloient n'en faire qu'un , invoquoient l'intérêt des subsistances qu'on disoit compromises par cette division ; mais la grande majorité des députés de cette province étoit pour la division. M. Gossin , après avoir exposé les réponses faites à ceux qui ne vouloient qu'un département , a dit que l'avis du comité étoit pour la division , parce que l'assemblée nationale ne pouvoit se prêter à l'inégalité qui résulteroit de la formation d'un seul département.

L'avis du comité a été adopté.

M. Gossin a fait ensuite le rapport concernant le pays d'Annis , qui demandoit à former un département séparé , comme renfermant cinq ports , trois grandes cités , une industrie active , fournissant une contribution de près d'un million d'impôt direct , & 700 mille livres de droits d'aides. Il s'agissoit de réunir ce pays à la Saintonge ; c'étoit l'avis du comité , & il a été suivi , malgré les réclamations de M. l'évêque de Saintes & de M. Griffon , auxquelles M. Regnaud a dit avoir répondu dans le comité.

L'assemblée nationale , frappée de l'importance de la ville de la Rochelle sous tous les rapports politiques & commerciaux , s'occupera de cette cité lors de la répartition des établissemens publics.

Quant à la Franche-Comté , M. Gossin ayant rapporté les discussions élevées par les députés de Besançon , a dit que le comité estimoit que le partage convenu par les députés de la province , devoit être maintenu dans son intégrité.

Cette opinion a été adoptée.

M. Goffin a fait ensuite le rapport du comité relatif au département du Béarn, & aux oppositions que faisoient le Labour, la Basse-Navarre & la Soule pour s'y réunir.

Un peuple antique qui, à travers les révolutions des siècles & des empires, a conservé des mœurs simples & patriarcales, un courage & une intrépidité rares; qui ne s'est mêlé avec aucun autre peuple, qui n'a cessé de parler sa langue originaire, tandis que tous les idiomes changeoient autour d'eux; un peuple que les armes de César n'ont pu conquérir, le sera sans doute par les sages décrets de l'assemblée nationale.

M. Garat aîné est monté le premier à la tribune, en réclamant l'attention de l'assemblée.

« Cette affaire n'intéresse, a-t-il dit, que de petits peuples pauvres; mais à ce titre, ils ont plus de droits à votre justice éclairée. Jusqu'ici les avis de votre comité ont été adoptés avec confiance, & le comité en est digne; mais les oppositions de la Navarre, de la Soule & du Labour, présentent d'autres difficultés. Il n'y a pas de partage d'opinion parmi les députés des Basques. Leur opposition est fondée sur ce qu'ils n'ont pas une langue commune avec les Béarnois: comment se communiqueroient-ils leurs idées? Leur association devient donc moralement & physiquement impossible. Réunissez des hommes par cent diverses langues; que voulez-vous qu'ils se disent? Etonnés de se voir réunis, ils finiront par se séparer comme les habitans de la tour de Babel. »

Ce trait a déridé un peu le front des législateurs, & M. Garat a continué de réfuter les motifs présentés par le comité.

« Ils ont tous, disent-ils, le même évêque. Les Soulerins, les Navarrois, ressortent de l'évêché d'Oléron; les Béarnois ont leur évêque à l'Escau, & les Labourdins ont le leur à Bayonne; mais que fait tout cela? ne sait-on pas que les

évêques sont ceux qui communiquent le moins avec les peuples de leur diocèse ? Nous avons , il est vrai , le même parlement , mais nous ne pouvions nous faire entendre de nos juges ; il falloit nous adresser à des avocats qui fussent à la fois le Basque & le Français ; mais quand il s'agit d'une assemblée de département , les Basques ne peuvent pas s'y rendre avec des écrits faits par des avocats ; ils devront parler & discuter : il en résulte donc la nécessité d'une langue commune ; sans doute les Basques sont François de cœur & d'ame. Nous fournissons d'excellens matelots à la marine ; si vous nous réunissez au Béarn , vous nous livrez à l'aristocratie de ceux qui , parmi les Basques , entendent le français. Nous n'avons avec la Navarre & la Soule que cent quarante lieues de surface , mais nous diminuerons en proportion notre représentation nationale. Comment pouviez-vous penser qu'un si grand ouvrage , que la division du royaume pût être exécuté sans aucune exception. Parmi les départemens déjà fixés , il y en a qui sont inférieurs à la contenance portée par vos décrets ; ainsi ne réduisez pas au désespoir des peuples pauvres , mais braves , qui veulent rester seuls , ou seulement réunis à la Navarre & à la Soule. »

Un député du Béarn , M. Mourot , a été ensuite entendu. Il a invoqué d'abord le décret qui donne trois cents vingt-quatre lieux à chaque département. Il a dit que les trois provinces opposantes ne fermoient qu'une superficie de cent quarante lieues , sur laquelle il y avoit encore des montagnes inaccessibles & inhabitées ; que le Béarn avoit deux cent lieues , & qu'en réunissant les deux pays , cela produiroit trois cents cinquante lieues , ou plutôt les trois cents trente-cinq , en désalquant les montagnes inhabitées. Voilà , a-t-il ajouté , les motifs qui ont décidé

le comité. On oppose la diversité des langues , mais ces trois pays sont unis depuis des siècles à la justice du Béarn , & la Navarre n'a jamais manqué d'user de son privilège de porter ses causes en première instance au parlement de Pau. Quant aux coutumes , celles de la Soule , des Basques & de la Navarre sont écrites en langue Béarnaise ; ainsi ces obstacles sont chimériques ; c'est comme si l'on vous proposoit de ne pas réunir le Bas - Breton à des pays voisins , parce que cette langue difficile ne seroit pas entendue. La différence des langues ne peut donc être une considération ».

M. Garat cadet a répliqué au Béarnois , & il a présenté les mêmes observations que son frère , mais sous un point de vue différent. « Je suis bien loin , a-t-il dit , de m'opposer à tout ce qu'il est possible de faire pour exécuter le plus bel ouvrage qu'ait entrepris l'assemblée nationale ; mais vous ne voudriez pas exécuter le plus sage de vos décrets , s'il pouvoit mécontenter une de vos provinces. Il y a un véritable obstacle à la réunion , à cause des diverses enclaves , & plus encore par la diversité des langues ».

Ici l'assemblée a paru desirer d'aller aux voix ; mais M. le président a dit qu'il falloit entendre des détails qui concernoient un peuple intéressant ; & M. Garat a repris en disant que M. Target avoit parcouru le pays des Basques , & il lui a demandé s'il avoit entendu un seul mot de leur langue.

M. Target a répondu : « Je n'ai pas compris ce que disoient les Basques , & les Basques à leur tour ne m'ont pas entendu ; mais je ne peux rien dire sur la manière dont les Basques & les Béarnois peuvent s'entendre ».

M. Garat a continué , & pour faire ressortir davantage le moyen pris du défaut de langue commune , il a soutenu qu'il existoit , entre la langue des Basques & celle

des pays voisins, de plus grandes différences qu'entre les autres langues de l'Europe. Il a fini par une observation relative au marc d'argent. D'après ce décret, il y aura peu d'éligibles à l'assemblée nationale dans un pays très-peuplé, mais où les fortunes sont très-médiocres; ainsi les députés à l'assemblée nationale seront presque toujours des Béarnois & non des Basques.

M. d'Arnaudat, autre député Béarnois, a observé que les députés du Labour étoient les seuls qui eussent combattu le plan du comité, & qu'il sembloit que ce pays étoit venu conquérir la Navarre & la Soule, unis avec le Béarn depuis des siècles. Il a avancé que la plupart des Basques, non-seulement parloient le François & le Béarnois, mais qu'ils apprenoient facilement les langues; il a fait ensuite l'éloge du prélat qui avoit la Soule dans son diocèse.

M. de Macaye a réfuté ce député Béarnois, en disant que les Basques dépayés apprenoient bien le français, mais que les laboureurs ne se dépaysoient pas pour faire un cours de langue; que les matelots Basques entendoient peut-être le français, mais que ce n'étoit pas les matelots qui feroient députés à l'assemblée nationale.

« Rassemblez, a-t-il dit, dans une administration des députés Basques & Béarnois; chargez vos commissaires de rédiger le procès-verbal, & nous verrons s'ils y parviennent. Si la conférence se continue, les Basques demanderont des grandes routes, & les Béarnois leur répondront par une dissertation sur l'utilité des canaux; les Béarnois demanderont des fonds pour un établissement public; & les Basques demanderont des encouragemens pour le commerce. Vous savez que la défense de porter de longues barbes faillit à renverser le trône de Pierre-le-Grand; il faut respecter jusqu'à un certain point les coutumes des peuples. Vous

n'oubliez point les secours précieux que ces généreux Cantabres vous ont prodigués pour votre marine & pour vos chantiers.

Vous vous souviendrez de ces matelots intrépides qui ont arrosé de leur sang les lauriers que vous venez de cueillir en Amérique, & vous ne forcerez point leurs frères ou leurs enfans à vous refuser le leur, qu'ils sont prêts à verser pour votre gloire & votre bonheur. »

Je finis l'évêque d'un des peuples Basques, a dit M. l'évêque d'Oleron; si je croyois que leur intérêt fût de n'être unis qu'entre eux, je joindrois mes instances à celles de leurs députés; la Soule a toujours été unie au Béarn: l'obstacle de la langue des Basques n'en est pas un. Je peux assurer qu'à Oleron la moitié de la ville entend le Basque; c'est même l'usage des familles de ces deux pays, d'envoyer leurs enfans respectivement chez eux. Il est vrai que je n'entends pas le Basque, mais cela ne m'empêche pas d'avoir des communications avec toutes les classes des citoyens. Il est une langue que tous peuples entendent; c'est celle de la charité.

Ces derniers mots prononcés avec une simplicité vraiment évangélique, ont été justement applaudis.

M. Garat jeune demandoit à répondre; mais l'assemblée a montré le desir d'aller aux voix, & elle a décrété que les pays de Soule, Navarre & Labour seront réunis au Béarn, pour ne former qu'un département.

A peine M. Garat a-t-il entendu prononcer le décret, qu'il s'est écrié: « il me reste un dernier devoir à remplir; il ne m'est prescrit ni par ma raison, ni par ma conscience, mais par le vœu exprès de mes commettans. Dans une délibération prise à l'unanimité, les Basques s'opposent à toute réunion. Je demande qu'il m'en soit donné acte dans le procès-verbal ».

On a cru qu'une pareille mention ne devoit pas être faite dans le procès-verbal, parce que l'assemblée ne connoit que le résultat de l'assemblée générale.

On a passé à l'ordre de deux heures. M. Desmeuniers a dénoncé une nouvelle édition de *l'adresse aux provinces, ou examen des opérations de l'assemblée nationale, faite sous le nom de M. Desmeuniers, député, président de l'assemblée nationale*, ainsi qu'une autre brochure, ayant pour titre *le génie des Belges ou Flamands aux provinces Belgico-Françaises*.

Une lettre des volontaires de la garde bourgeoise de Dunkerque, datée du 9 janvier 1790, portoit : « nous vous remettons ces deux libelles qui se répandent dans nos provinces, & dont vous avez peut-être intérêt de rechercher les vils auteurs ; n'en concevez cependant nulle alarme ; nous ne doutons pas de la fidélité d'un peuple qui s'estime heureux de faire partie de la nation française. Nous vous conjurons du moins d'être persuadés que rien n'égale la nôtre ».

Après la lecture de cette lettre, M. Desmeuniers s'est borné à demander que sa réclamation contre le titre calomnieux de cette édition, fût entendu.

M. Charles de Lameth a rapporté qu'un imprimeur lui avoit avoué que ne gagnant rien à imprimer des livres utiles, il avoit été obligé d'imprimer des libelles, & qu'en effet il en étoit sorti de ses presses dans très-peu de temps, plus de vingt mille exemplaires, réclamés à diverses époques par des messagers différens.

M. Merlin a rapporté que les provinces Belges étoient inondées de libelles atroces contre l'assemblée nationale, qui tendoient à ébranler leur fidélité pour les réunir au Brabant. Il a parlé ensuite de deux libelles qui avoient été dénoncés au comité des recherches pendant que M. Emeri en étoit membre, & dont le rapport n'avoit jamais été

fait. Il a fini en disant que l'impudence aristocratique étoit portée à un tel point à Cambrai, que des ecclésiastiques y ont défendu l'impression d'une adresse qu'il avoit faite, pour prévenir ces provinces des pièges que leur tendoient les ennemis du bien public.

M. Emeri a expliqué les faits relatifs aux deux brochures portées au comité des recherches, & dont M. le Fevre, avocat à l'Isle, étoit l'auteur. Il a dit qu'il avoit mis sous les yeux du comité, des libelles abominables répandus dans les diverses provinces du royaume, & qui étoient envoyés du nord aux provinces méridionales. Il a parlé d'une lettre d'un membre du comité de Villeneuve de Berg, qui réclamoit l'envoi de plusieurs exemplaires d'une lettre très-incendiaire. Il a conclu à ce que le comité de constitution portât à l'assemblée la loi qu'il avoit faite sur les libelles.

Un imprimeur de Paris, membre de l'assemblée, a prétendu que ces libelles sortoient des presses de particuliers, depuis que cela étoit permis : M. Beaudoin, imprimeur de l'assemblée nationale, & qui a vu son nom sur le titre de l'ouvrage énoncé par M. Desmeuniers, l'a désavoué formellement ; plusieurs autres membres ont encore discouru sur cette matière, & M. Dufraisse Duchet a demandé qu'il fût ordonné que tous écrits incendiaires qui peuvent tendre à tromper & à égarer le peuple, dénoncés à l'assemblée, seront envoyés à M. le procureur du roi du châtelet de Paris, pour instruire contre les auteurs, & qu'il sera défendu à tout membre de l'assemblée de faire directement ou indirectement aucuns journaux. Il a ajouté qu'il seroit nommé quatre commissaires pour examiner tous les journaux, & notamment *l'Observateur*, *l'Ami du Peuple*, *les Révolutions du Brabant*, & *le Journal de Paris*.

C'étoit oublier qu'il existoit une déclaration des droits.

C'étoit recréer une inquisition littéraire & politique, mille fois plus absurde que la censure royale & la tyrannie de l'ancienne police, sous lesquelles la raison, le génie & la liberté ont si long-temps gémi en France. Nous sommes bien éloignés de vouloir excuser les coupables efforts de ceux qui, par des écrits incendiaires, ont la folle & criminelle espérance d'amener une contre-révolution; nous savons que la loi doit distinguer la licence de la liberté, & qu'il n'est pas possible d'établir & de conserver une bonne constitution dans un pays où la pensée seroit esclave, & où le génie seroit puni. La question préalable a été demandée sur la motion de M. Dufraisse, & l'assemblée a déclaré n'y avoir lieu à délibérer.

On a décidé ensuite qu'il seroit fait mention dans le procès-verbal de la déclaration faite par M. Desmeuniers, & que le comité de constitution présenteroit incessamment un décret sur la liberté de la presse.

A V I S.

N. B. MM. les Souscripteurs, dont l'abonnement a fini au cent-quatre-vingtième numéro, sont priés de renouveler, afin qu'ils n'éprouvent pas d'interruption dans l'envoi de leurs numéros.

On souscrit, à Paris, chez C U S S A C, Libraire, au Palais-Royal. N°. 7 & 8, & chez les principaux libraires de l'Europe.

Le prix de chaque abonnement, de 30 numéros, est de 6 livres pour Paris, & de 7 liv. 10 sous franc de port dans tout le royaume. On est prié d'affranchir le port des lettres & de l'argent; sans cette précaution les lettres ne seroient pas reçues.

